

Sécurisation des universités « Nous sommes pour la police universitaire » dixit Windemi Keintega Délégué Général des Etudiants à l'UK. Page 4

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°247 du vendredi 23 décembre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus.** p. 12.
- **Activités du gouvernement.** p. 6.

Conférence de presse du Premier Ministre

Page 6

Région du Centre



Appellez-le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant.
Espace spécialement réservé pour vous.



Commémoration du 56ème anniversaire de l'accession à la souveraineté nationale :

Fada N'Gourma était de la fête

Région de l'Est



Cérémonie de décoration.

La région de l'Est à l'instar des autres localités du pays a commémoré les 56 ans de l'accession du Burkina Faso à la souveraineté nationale et internationale ce 11 décembre à Fada N'Gourma. Une occasion pour la nation de récompenser soixante-dix-huit (78) personnes de la médaille de l'ordre national et celle de l'ordre de mérite burkinabé.

Les gens reconnaissent leurs droits mais ignorent leurs devoirs envers la nation

Ce sont au total 78 personnes qui ont

été décorés soit de la médaille de l'ordre national soit celle de l'ordre de mérite burkinabé avec agrafe mérite du développement rural, de la santé et de l'action sociale, commerce et industrie, palmes académiques, médaille d'honneur de la police et des collectivités locales. Le gouverneur Ousmane TRAORE qui a présidé les festivités a tenu la saluer les frères et amis du Togo et du Bénin venus apporter leurs soutiens et témoigner leur solidarité à la population de la région de l'Est. Il a aussi rappelé l'importance du thème dans la mesure où il intervient dans un contexte où notre démocratie exige une consolidation des acquis.

Il a aussi rappelé les propos du Président du Faso qui a affirmé lors de son adresse à la nation que la démocratie n'est nulle part acquise une fois pour toute. Elle est toujours perfectible et nous interpelle tous sur la nécessité de développer la culture démocratique dans le respect des lois et des opinions pluriels de notre société.

Cette commémoration a aussi été une opportunité pour le gouverneur de rappeler que les gens reconnaissent leurs droits mais ignorent leurs devoirs envers la nation.

Cette médaille est une invite à

La suite à la page 3.



La suite de la page 2.



Défilé militaire.

redoubler d'effort afin de relever les nombreux défis sanitaires de la région

« Je pense que toute reconnaissance est une motivation et je voudrais que l'ensemble des agents de la direction régionale de la santé de l'Est derrière ma personne aient la même motivation, la même détermination de redoubler encore d'efforts parce

que certainement pleines de luttres ont été gagnés mais les défis qui restent à relever sont encore plus importants et nombreux » a déclaré Salif SANKARA directeur régional de la santé de l'Est, récipiendaire de la médaille de l'ordre de mérite avec agrafe santé.

Cette commémoration a aussi été marquée par un défilé militaire,

paramilitaire et civil. Il faut souligner la présence des groupes d'auto-défense, les koglwéogos qui ont aussi défilé. Pour cette commémoration tournante dans la région de l'Est c'est la province de la Kompienga qui en principe doit abriter les festivités l'année prochaine.

D.I.S. pour SCI

Appellez le +226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.



Sécurisation des universités « Nous sommes pour la police universitaire » dicit Windemi Keintega Délégué Général des Etudiants à l'UK

Région du Centre-Ouest

Les études à l'université sont faites d'un ensemble de problèmes qui sont souvent à l'origine du retard que vit l'université. Au-delà des difficultés liées aux grèves, se greffe un autre problème. Il s'agit de la question de la sécurité. Dans un contexte de menaces terroristes, l'on est à mesure de se demander si les universités du Burkina ne sont pas en risque.

L'on ne peut pas finir d'épiloguer sur les questions relatives à la vie universitaire auxquelles l'étudiant burkinabé fait face: aller au campus et s'y faire une place assise, la restauration, le retard académique, les grèves, etc. Elles, les grèves, ont été un véritable coup d'épée sur l'eau qui s'est rejaillie sur les étudiants qui étaient à la croisée des chemins notamment les retards pour l'obtention des allocations scolaires pour la plupart. De ces questions s'ajoute celle liée à la sécurisation



Le coordinateur de la FECIBF.

des universités dans un contexte de menaces terroristes.

La situation sécuritaire actuelle du pays fait donc l'objet de longues discussions au cours des situations provoquant des rencontres d'étudiants notamment au restaurant universitaire, au centre régional des œuvres universitaires, à l'Université,

etc. Des débats revenait toujours l'exemple sur l'université de Nairobi au Kenya d'où l'attaque a fait plus d'une centaine de mort. L'on pourrait se demander donc si les universités du Burkina sont elles aussi sur la ligne de mire d'éventuelles attaques au regard du contexte sécuritaire qui prévaut dans la région. En effet, la question sur la sécurisation des temples de savoir demeure un suspens sur les lèvres des étudiants. C'est ce qu'a affirmé Windemi Assane Keintega Délégué général des étudiants pour la section des sciences économiques et de gestion. Pour lui, « Aujourd'hui, l'insécurité s'installe un peu partout avec des attentats un peu partout dans le monde. Ce qui fait que dans un amphithéâtre où on rassemble plus de mille personnes, il y a vraiment un danger auquel ces individus courent » a-t-il laissé entendre.

Et le plus inquiétant est « qu'un terroriste peut rentrer avec son sac et s'asseoir au milieu de ce beau monde pour commettre un forfait » a-t-il confié. Puisqu'« il n'y a vraiment pas de système de sécurité pour mettre

La suite à la page 5



Le délégué général des étudiants.



UNIVERSITÉ

La suite de la page 4

« tout le monde en sécurité. » Même son de cloche pour le coordonnateur de la Fédération scolaire et estudiantine pour l'intégrité au Burkina Faso (FECIBF). De l'avis d'Aboubacar Sankara, dans le contexte actuel du pays où se produisent des attaques, il y a toujours des risques qui pèsent sur les lieux de rassemblement de masse dont les Universités.

Pour lui, l'inquiétude est en train de gagner les étudiants en matière de sécurité. Entre janvier et octobre 2016, le Burkina Faso a enregistré de nombreuses attaques visant les forces de défense et de sécurité et la population civile. Et « les universités sont aussi exposées à ces attaques. L'on peut prendre l'exemple sur l'université de Koudougou. Elle n'est pas clôturée et n'importe qui peut rentrer et traverser l'université sans être inquiété. Ou encore aller à la présidence de l'université et avoir accès à l'intérieur très facilement » a-t-il déploré. Au regard donc de l'inquiétude qui s'installe de plus en plus et de la nécessité de préserver

un environnement universitaire saint, de nouvelles initiatives doivent être mises en œuvre pour assurer la sécurité des universités afin d'éviter d'éventuelles attaques. Pour que cet objectif soit atteint, il faut le concours de l'ensemble des parties prenantes de la vie universitaire. Ce fut l'occasion pour le délégué des étudiants d'exhorter les acteurs du monde universitaire ceux de la sécurité pour une synergie d'action en vue de trouver des solutions adéquates au problème de sécurité.

« Ce qu'il y a lieu de faire ici c'est de voir dans quelle mesure il faille instaurer un dialogue judicieux impliquant les structures syndicales, les responsables des étudiants, le personnel de l'administration et celui de la sécurité pour voir ce qui peut être fait de façon objective pour garantir la sécurité de masse estudiantine. Il faut vraiment des cadres de concertation pour que les différentes parties puissent s'exprimer en vue de pouvoir exposer les points de vue sur la question. » a expliqué Windemi

Assane Keintaga.

Le délégué général des étudiants n'exclut pas l'idée relative au retour de la police universitaire dans les universités : « En terme clair, nous sommes pour (...) » précise-t-il. Il ne s'agit pas, pour lui, d'« une remise en cause des acquis des luttes passées » mais d'œuvrer pour répondre à la préoccupation du moment : la sécurité.

A l'entendre, le déploiement de la police dans les universités, à l'issue d'un dialogue impliquant toutes les parties, viendrait y renforcer la sécurisation des personnes et des biens ; ce qui pourrait donc créer un climat de quiétude dans le monde universitaire. Selon Aboubacar Sankara, « il n'y a pas de risque de ramener la police universitaire puisque c'est de notre sécurité qu'il s'agit. » Pour lui, la police universitaire est un acteur important dans la prévention d'éventuelles attaques dans les universités.

Prince Omar pour SCI

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure communique:

Les candidats admis au concours direct de recrutement de mille cinq cent (1500) élèves assistants de Police dont soixante-quinze de sexe féminin, session 2016 ainsi que ceux admis au concours direct de recrutement des agents de Police Municipale pour le compte des communes de Ziniaré, Boromo et Ouahigouya sont informés que la rentrée à l'Ecole Nationale de Police est prévue pour le mercredi 4 janvier 2017 à 06 heures 00.

Ils sont par ailleurs informés qu'ils devront se présenter à l'Ecole Nationale de Police munis du nécessaire suivant:

- Une photocopie de l'acte de naissance ;
- Une photocopie du diplôme ayant servi au dépôt

du dossier ;

- Une photocopie de la CNIB;
- Une tenue de sport;
- Un minimum de matériel d'hygiène individuel.

Pour le Ministre d'Etat et P/D

Le Secrétaire général

Abdoulaye OUEDRAOGO

Officier de l'Ordre National



Conférence de presse du Premier Ministre

Région du Centre



Le Premier Ministre.

Le Premier Ministre Son Excellence Paul Kaba THIEBA a animé une Conférence de presse cet après-midi du lundi 19 décembre 2016 à Ouagadougou. Cette rencontre avec les hommes de médias avait pour objet de faire le bilan de la conférence de Paris sur le financement du PNDES et les perspectives. L'intégralité de la déclaration liminaire de Paul Kaba THIEBA.

Mesdames et messieurs les journalistes Permettez-moi avant tout propos, de condamner une fois de plus, l'attaque survenue ce vendredi 16 décembre à Nassoumboudans le Soum. En cette circonstance douloureuse, je voudrais tout d'abord m'incliner pour saluer la mémoire des valeureux soldats

tombés pour la défense de la patrie et exprimer à mon nom propre, à celui de mon gouvernement et du peuple burkinabè, ma compassion et ma solidarité, aux familles des victimes ainsi qu'à l'ensemble des Forces Défense et de Sécurité. Et comme l'a dit le Président du Faso Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, cette septième attaque, lâche et barbare, depuis le 15 janvier 2016, vient une fois de plus nous rappeler que le combat contre le terrorisme est loin d'être gagné. Car nos ennemis veulent détruire notre modèle de société et notre démocratie. Chaque fois qu'ils sentent que nous sommes en train de gagner la victoire dans la lutte pour le bien-être de nos populations, ils relancent leur manœuvre de déstabilisation. Nous en avons conscience et c'est

pourquoi le Peuple burkinabè est et restera debout pour défendre la sécurité des biens et des personnes et l'intégrité du territoire national.

Mesdames et messieurs les journalistes, Je voudrais vous remercier pour votre grande mobilisation qui m'offre l'opportunité d'échanger avec vous sur les résultats de la conférence de Paris pour le financement du PNDES, tenue les 07 et 8 décembre dernier. Cette conférence comme vous le savez était un rendez-vous majeur dans l'agenda de mon gouvernement, puisqu'il devrait permettre de partager la nouvelle vision de développement du Burkina Faso avec l'ensemble de ses partenaires, d'obtenir leur adhésion pour la mobilisation des 36% de financements extérieurs nécessaires à

La suite à la page 7.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 6.

la mise en œuvre de cet ambitieux plan. Les enjeux étaient donc énormes et portés au plus haut niveau par son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso lui-même qui a présidé l'ouverture des travaux, afin de dire de vive voix, la nouvelle vision qu'il compte impulser au développement du Burkina. La conférence s'est déroulée en deux étapes. La première a eu lieu le 7 décembre 2016 et a été consacrée au secteur public c'est à dire les partenaires publics bilatéraux et multilatéraux, ainsi que les organisations non gouvernementales. La seconde, tenue le 8 décembre 2016, a été consacrée au forum des investisseurs privés nationaux et internationaux. Au terme de ces deux jours de travaux, le bilan est largement au-dessus de nos attentes, au regard des résultats engrangés. Ce succès se situe à plusieurs niveaux. D'abord au niveau de la mobilisation, nous avons enregistré une participation record. Au total, près de 800 participants provenant de pays amis, d'institutions publiques multilatérales et bilatérales, du secteur privé national

et international, ainsi que de la société civile, ont pris part aux travaux alors que nous escomptions au départ environ 300 participants. Cette forte participation a été la manifestation du grand intérêt porté au Burkina Faso, à la crédibilité retrouvée du pays et au leadership du chef de l'Etat au plan international.

Du point de vue du financement du PNDES, il est important de préciser que notre ambition n'était pas de revenir de Paris avec des chèques ou de la liquidité, mais d'obtenir un engagement des PTF pour accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre du PNDES. Le montant du financement à rechercher était de 5 570 milliards de FCFA. Dès le premier jour de la conférence, les intentions de financement s'élevaient à 8352 milliards de FCFA soit 150% du besoin de financement. Le deuxième jour, les manifestations d'intérêt des acteurs du secteur privé s'élevaient à 10 062 milliards de FCFA. En conséquence, le montant agrégé des intentions de financement publics et privés présentées à la conférence,

s'élève à 18 414 milliards de francs CFA, soit un taux de couverture de 330%. Ces promesses de financements émanent d'institutions des nations-unies, de pays amis, d'institutions bancaires internationales, africaines, sous-régionales, mais également d'acteurs privés internationaux et nationaux. Une lecture des annonces donne une forte proportion d'engagements de financement pour les secteurs de l'énergie, de l'agro-alimentaire des infrastructures, des transports, de l'agriculture et de l'eau, de l'environnement, de l'habitat, de la santé, et de l'éducation. Tous les trois axes du PNDES sont concernés par ces financements. Après ce succès éclatant, le prochain défi de mon gouvernement est de travailler à la matérialisation des engagements. Il s'agit pour nous dans un bref délai, de préparer des dossiers et de rentrer immédiatement en contact avec chaque partenaire en vue de remplir les conditions préalables pour le décaissement des montants promis. Ce n'est qu'après ce travail qu'il sera aisé de connaître la nature des financements, qu'il s'agisse de dons, d'appuis budgétaires, de prêts



Conférence de presse du Premier Ministre.

La suite à la page 8.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 7.

cessionnaires ou de projets à réaliser dans le cadre du Partenariat Public Privé. Le temps presse et j'ai donné des instructions afin qu'on travaille avec diligence pour gagner en efficacité.

Mesdames et messieurs les journalistes Si les partenaires ont marqué leur adhésion totale au PNDES, c'est parce qu'ils ont cru aux réformes structurelles que nous sommes en train d'opérer pour asseoir les bases d'un développement durable du Burkina Faso avec une croissance forte, durable et inclusive. Ces réformes structurelles couvrent tous les secteurs de l'économie nationale. Elles portent notamment sur la qualité de la gouvernance, la politique de décentralisation, la lutte contre la corruption et le bon fonctionnement de la justice. Elles portent également sur les secteurs de l'énergie, de l'eau et des transports. Mon Gouvernement s'engage également à entreprendre de profondes réformes au niveau des régies financières, impôts, et douanes, notamment en vue d'améliorer leur efficacité. Comme vous le savez, le PNDES ambitionne un niveau d'investissement important qui sera réalisé à travers les projets et programmes, instruments privilégiés d'opérationnalisation de notre référentiel.

Le succès de la conférence de Paris est celui du Peuple burkinabè, singulièrement celui de la jeunesse. C'est la reconnaissance du prix du sang payé par la jeunesse pour recouvrer la liberté et la démocratie. C'est la crédibilité retrouvée du Burkina sur la scène internationale à la suite des élections réussies et des progrès en matière de gouvernance. C'est la crédibilité du programme du gouvernement notamment du PNDES. C'est la crédibilité

personnelle du Président du Faso. Comment faire pour absorber toutes ces ressources? C'est la question que se posent certaines personnes sceptiques. La mise en œuvre réussie du PNDES passe nécessairement par une bonne exécution des projets et programmes de développement qui ont eu l'adhésion de nos partenaires. Cela passe également par une bonne organisation de tous les acteurs de la chaîne de la partie nationale avec l'accompagnement de nos partenaires. A cet effet, l'anticipation, la bonne préparation des projets et programmes, leur programmation, le suivi et la mise en œuvre diligente des réformes restent les maîtres mots pour un bon niveau d'absorption des ressources.

Dans cette optique, tous les projets structurants n'ayant atteint un niveau de maturité, feront l'objet d'un processus accéléré de réalisation des études de faisabilité. A cet égard, nous avons abondé le FONEPP, le Fonds National des Etudes de Préparation des Projets et Programmes, au cours de cette année 2016, le FONEPP recevra une dotation budgétaire de 5 milliards de fcf en 2017. A la conférence de Paris, certains partenaires ont du reste exprimé leur disponibilité à soutenir le gouvernement dans la réalisation des études des projets, pour permettre de gagner du temps. A cela s'ajoute, l'adoption au cours de cette année de l'Assemblée nationale de la loi d'habilitation pour accélérer les processus de ratification des conventions ainsi que des mesures d'allègements pour l'exécution des dépenses d'investissement. Il convient également de citer, la récente adoption le 02 décembre dernier, de la loi portant réglementation générale de la commande publique qui permet d'accélérer l'opérationnalisation du PNDES. Comme vous le savez, parmi les goulots d'étranglement dans l'exécution des projets et programmes

de développement figuraient les procédures de passation des marchés publics et cette loi va permettre plus de célérité et d'efficacité de la dépense notamment d'investissement dans les projets structurants pour amorcer la transformation structurelle de notre économie. Il est aussi important de souligner que la mise en œuvre du PNDES de façon générale, sera optimisée par un dispositif de suivi-évaluation rigoureux comprenant un certain nombre d'organes et d'instances. Un décret a été adopté en novembre dernier par le conseil des ministres, et qui consacre un ancrage institutionnel fort, puisque le comité national du pilotage du PNDES sera personnellement piloté au plus haut niveau par le Premier Ministre, président des organes. Des membres du gouvernement, des représentants des collectivités locales, les organisations de la société civile, les organisations non-gouvernementales, les représentants du secteur privé et les partenaires techniques et financiers feront également partie de ce dispositif de suivi-évaluation. Le comité National de pilotage sera à son tour appuyé par un comité technique national présidé par le Secrétaire Général du Premier Ministère et comprenant les secrétaires Généraux des départements ministériels, les directeurs généraux des études et statistiques sectorielles des ministères, les représentants des collectivités territoriales, les directeurs régionaux de l'économie, entre autres. Par ailleurs, les cadres sectoriels de dialogue et les cadres régionaux de dialogue permettent d'assurer le pilotage du plan. Des rencontres périodiques sont prévues pour l'ensemble des organes, à savoir la revue annuelle du PNDES, la revue technique ou pré-revue semestrielles, les revues sectorielles au niveau des ministères et enfin, les revues régionales. A ce dispositif institutionnel, s'ajoute

La suite à la page 9.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8.

le secrétariat permanent du PNDES, rattaché au Premier Ministère ; c'est l'organe administratif et technique qui fonctionne à temps-plein et qui est chargé de la coordination de l'ensemble du dispositif de suivi-évaluation du PNDES. Mesdames et messieurs les journalistes Si les intentions de financement dépassent largement le montant total du financement de l'ensemble du PNDES, la mobilisation des 63,6% de ressources propres reste un défi. Comme je l'ai toujours dit, nous devons compter en premier lieu, sur nos propres ressources pour imprimer notre développement. La communauté internationale à travers le succès de la conférence des partenaires de Paris a donné le ton et le Burkina devra relever le pari de mobiliser les 9 825,2 milliards de ressources propres. Pour y arriver, nous comptons sur le civisme patriotique de notre peuple à payer l'impôt et sur la poursuite des réformes ainsi que des mesures concrètes pour atteindre notre objectif.

Dans cette optique, les actions suivantes seront de mise :

- l'élargissement de l'assiette fiscale, tout en veillant à améliorer l'équité, la transparence, l'efficacité et le rendement de la fiscalité ;
- l'amélioration de l'administration fiscale par des systèmes fiscaux modernisés et progressifs, par une politique fiscale mieux conçue et par une collecte plus efficace des impôts ;
- le renforcement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, etc.

D'ores et déjà, la loi de finances 2017 adoptées par le Parlement imprime cette dynamique qui sera renforcée au cours de la mise en œuvre du PNDES.

Peuple burkinabè

Ces succès de la conférence de Paris nous impose également de nouveaux défis :

- l'insurrection contre la pauvreté et la résignation ;
- les défis vis-à-vis du civisme, du civisme fiscal, et du respect du bien public ;
- les défis vis-à-vis de notre engagement patriotique, au-delà des divergences politiques et idéologiques ;
- les défis par rapport à la responsabilité sociale de tous ;
- le défi de la restauration des valeurs du travail, de l'honnêteté et de la justice, qui figurent parmi les fondements de notre société.

Je ne saurai terminer mon propos sans évoquer cette autre victoire pour mon gouvernement, l'élection de notre pays pour un autre compact du MCC. Cette victoire signifie que le Burkina Faso sous le leadership du Président du Faso, a franchi les deux étapes du processus mis en place par MCC : En effet, pour être éligible le Burkina Faso a été performant sur 13 des 20 critères notamment en matière de :

- la lutte contre la corruption ;
- la garantie des droits démocratiques.

Ces performances sont établies de manière indépendante par des tierces parties constituées d'institutions disposant de solides références en la matière, tels que le FMI, l'OMS, l'UNESCO, le Groupe de la Banque mondiale, le FIDA, Freedom House, la Société Financière Internationale (IFC). Pour l'étape de la sélection, le Conseil d'Administration de MCC a passé en revue, pour tous les pays candidats éligibles au compact : (i) notamment, l'opportunité d'un compact pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté et (ii) la disponibilité des fonds. Sur 20 pays candidats éligibles pour un compact, 3 pays ont été retenus dont le Burkina Faso. Cette sélection à un second Compact confirme donc la crédibilité retrouvée du Burkina Faso.

Le retour à une situation démocratique normale avec l'organisation des élections, les réformes dans la lutte contre la corruption et en matière de santé sont des défis majeurs relevés par le Gouvernement. En matière de gouvernance, les différents indicateurs suivis par MCC montrent que le pays s'est lancé dans une dynamique qui lui a valu d'être performant dans les critères tels que la Liberté civile, les droits politiques, liberté d'information, l'Etat de droit, l'efficacité des pouvoirs publics et la lutte contre la corruption.

En matière d'incitation de la liberté économique, les réformes en politique budgétaire et la qualité de la réglementation ont été bien appréciées. Cette sélection nous projette dans une phase de développement du Compact au cours de laquelle les projets à financer doivent être identifiés. Notre vision c'est d'articuler le Compact au PNDES en vue de l'amplifier pour l'atteinte des objectifs en matière d'amélioration des conditions de vie du Peuple burkinabè. Je voudrais une fois de plus, réitérer les remerciements du gouvernement et de l'ensemble du peuple burkinabè à l'endroit de nos partenaires techniques et financiers qui ont joué un rôle déterminant dans le succès de la conférence de Paris, à travers leurs conseils, leurs appuis multiformes et leur participation active. Ces remerciements vont également à l'endroit du comité d'organisation, qui a travaillé d'arrache-pied à mes côtés pour que cette conférence soit un succès. Pour finir, permettez-moi à l'orée de la nouvelle année, de vous adresser ainsi qu'à l'ensemble du peuple burkinabè, mes vœux de santé et de prospérité. Bonnes fêtes de fin d'année à tous.

Je vous remercie.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Transport :

La Banque Mondiale offre 29 321 277 900 de F CFA au Burkina pour améliorer le transit routier

Région du Centre



Signature d'un protocole d'accord de financement.

Mme Hadizatou Rosine COULIBALY / SORI, Ministre de l'économie, des finances et du développement et M. Cheick KANTE, Représentant Résident de la Banque Mondiale au Burkina, ont procédé le lundi 19 décembre 2016, à la signature d'un protocole d'accord pour le financement du deuxième Crédit régional pour la facilitation du commerce et de la compétitivité, connu sous l'appellation de l'Appui Budgétaire Régional (ABR). D'un montant total de plus de 29 Milliards de francs CFA, cette somme servira à mettre en œuvre des réformes dans le secteur des transports et de l'économie.

Plusieurs études ont montré que les coûts de transports et de transit routier pour les pays enclavés comme le Burkina Faso sont 50% plus élevés que pour les pays qui ont directement accès à la mer. Cette situation se traduit par la hausse continue du prix de marchandises les rendant hors de portée des consommateurs Burkinabé et causant la perte de la compétitivité externe du pays.

Pour remédier à cela, la banque mondiale s'est engagée à accompagner la mise en œuvre des réformes nécessaires dans ce domaine. Elle a accordé au Gouvernement du Burkina Faso un montant de plus de 29 milliards de F CFA dans le cadre de la 2ème opération de

l'Appui Budgétaire Régional (ABR). Ces ressources serviront à la professionnaliser davantage l'industrie du transport routier de marchandises, à organiser le marché du transport routier de marchandise, à améliorer le dédouanement, à faciliter le transit et enfin à renforcer les capacités de l'administration des douanes et des commissionnaires en douanes agréés. La mise en œuvre effective de ces réformes permettra au Burkina Faso de réaliser des opérations de transit et de dédouanement efficaces et rentables, ce qui favorisera du même coup la baisse des prix des marchandises.

Mme le Ministre de l'économie, des

La suite à la page 11.



POLITIQUE

La suite de la page 10.

finances et du développement a, au nom du Gouvernement, exprimé la gratitude de l'Etat Burkinabè à la Banque Mondiale. Elle a indiqué que c'est un appui qui vient à point nommé dans un contexte de mobilisation de ressources pour la mise en œuvre du plan national de développement économique et social. Elle a précisé que le Gouvernement burkinabè reste déterminé à redoubler d'efforts dans la dynamique des réformes à entreprendre afin d'atteindre les objectifs fixés par le PNDES. Mme Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI a rassuré la Banque Mondiale qu'« un usage judicieux sera fait des ressources de sorte à optimiser les performances du pays ». Cheick KANTE, Représentant

Résident de la Banque Mondiale au Burkina a, quand lui, exprimé la disponibilité de son institution à toujours accompagner le Burkina. Il a par ailleurs précisé que la présente signature marque la conclusion du programme de deux opérations d'Appui Budgétaire Régional, entamé en 2015. C'est la première opération du genre jamais réalisée par la Banque Mondiale. C'est pourquoi, il a exhorté le Gouvernement burkinabè à saisir cette belle opportunité qui s'offre à lui, pour engager les réformes nécessaires dans le secteur des transports et de l'économie.

L'ABR est accordé au Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. D'un montant global de 200 millions de dollars US, cet

appui est reparti entre les deux pays sous forme de prêt en raison de 100 millions de dollars US pour chaque pays. Le Burkina Faso avait déjà en 2015 bénéficié des 50 millions de dollars US et le présent accord de financement porte sur les 50 autres millions de dollars US, équivalent à la somme de 29 321 277 900 de F CFA. Cette signature qui intervient au lendemain de la conférence de Paris sur le financement du PNDES, est une manifestation concrète de l'engagement du Groupe de la Banque Mondial à soutenir le Burkina dans son élan de développement.

INFO GENDARMERIE NATIONALE



Les patrouilles : en résumé leurs buts , c'est pouvoir être le plus proche de vous et éventuellement faire cesser toute infraction ou vous soustraire de tout danger. En conclusion, nous rapprocher de vous!

Cependant pour que ces patrouilles soient réellement efficaces nous avons besoin de votre implication.

N'hésitez donc pas à aller vers nos éléments que vous croisez pour les renseigner ou porter vos préoccupations sécuritaires à leurs connaissances (constats faits par vous, situations ou voisinage suspects ...) .

Rappelez vous, tout détail peut être important !

La Gendarmerie Nationale, une force humaine à votre service .



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

POSTE : H/F Chef de Projet TPE et Directeur Exécutif RDCED – RDC

Description

h/f Chef de projet TPE – Directeur Exécutif RDCED

Association RDC Entreprises Développement et IECD

Kinshasa, République Démocratique du Congo

CONTEXTE

L'IECD (Institut Européen de Coopération et de Développement) est un organisme de solidarité internationale créé en 1988 qui met en œuvre des projets de développement socioéconomique en partenariat avec des institutions locales. L'IECD intervient en particulier dans les domaines de la formation et de l'insertion professionnelle, de l'appui aux très petites entreprises et de l'accès à l'éducation et à la santé pour les personnes les plus vulnérables. En Afrique, l'IECD est présent depuis 1991 ; ses principaux pays d'action y sont le Cameroun, la RCI, la RDC et le Congo.

L'IECD EN RDC

Depuis 2010, l'IECD a décidé de répondre aux besoins des petits entrepreneurs de Kinshasa en lançant un projet d'appui aux Très Petites Entreprises (TPE), permettant ainsi de renforcer les très nombreuses et fragiles petites entreprises du secteur informel (services de proximité, artisanat, commerce, agriculture périurbaine). Ce projet fait partie d'un réseau plus large : le Programme d'appui aux TPE [vidéo du programme], que l'IECD met en œuvre avec ses partenaires dans 7 autres pays (dont 4 pays africains). Le partenaire congolais créé en 2013, RDC Entreprises Développement (RDCED) met en œuvre les activités du programme dans deux centres de formation et une antenne mobile à Kinshasa. Il fait partie d'un réseau régional avec d'autres partenaires de l'IECD.

En RDC, l'IECD mène également des projets depuis 1991 dans le domaine de la santé (Plateforme d'Appui, de Formation et de Veille sur la Drépanocytose au CHME Monkole) et depuis 2012 dans le domaine de la formation de jeunes aux métiers agricoles (écoles familiales agricoles).

MISSION

L'IECD est à la recherche d'un(e) Chef de projet qui aura la mission de Directeur(trice) exécutive auprès du partenaire opérationnel de l'IECD en RDC (RDCED) pour la mise en œuvre du Programme d'Appui aux Très Petites Entreprises. Il/elle devra par ailleurs assurer la représentation de l'IECD en RDC avec ses partenaires existants et potentiels.

1/ Chef de projet TPE

Détaché(e) au sein de la structure partenaire RDC Entreprises Développement, le/la chef de projet aura la responsabilité de la direction exécutive de RDCED avec les missions suivantes :

Assurer la mise en œuvre des opérations et l'atteinte des objectifs de RDCED, en particulier ceux fixés vis-à-vis des principaux bailleurs (notamment l'AFD)

Encadrer et former l'équipe de RDCED composée d'une dizaine de personnes, accompagner le Directeur des opérations et les responsables de centres dans le management de leurs équipes.

Gérer et développer les relations institutionnelles et les financements : développer de nouveaux partenariats avec des structures intéressées par l'expertise de RDCED (prestations externes) ; identifier de nouvelles sources de financements pour RDCED.

Assurer le suivi financier, en lien étroit avec le Responsable administratif et financier de RDCED

S'assurer du respect des procédures de RDCED et des principaux bailleurs

Garantir la bonne gestion financière globale de la structure

Suivre et participer à la construction du budget annuel et de ses actualisations trimestrielles

Assurer un dialogue régulier avec le Conseil d'Administration de RDCED ; préparer et participer à ses réunions

Développer et accompagner la visibilité de RDCED (institutions publiques, chambre de commerce, entreprises, autres associations, bénéficiaires TPE ...)

2/ Représentant(e) de l'IECD en RDC

Assurer la représentation institutionnelle de l'IECD en RDC, auprès des autorités locales, des partenaires institutionnels et bailleurs de fonds

Participer à la recherche de nouveaux financements en RDC

Développer de nouvelles activités en RDC

Assurer la gestion des ressources humaines (4 expatriés en RDC actuellement) et veiller à leur sécurité en fonction du contexte

PROFIL

Formation : Généraliste (école de commerce, d'ingénieur, IEP, etc.) avec un intérêt marqué pour la formation professionnelle ou le développement économique.

Expériences :

Expérience professionnelle requise (de 5 ans minimum), en entreprise (poste de management) ou dans le secteur du développement

La connaissance des domaines suivants représente un atout pour la réussite dans le poste :

Formation professionnelle et du secteur informel,

La suite à la page 13.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 12.

Afrique de l'Ouest et Centrale, RDC en particulier,

Procédures des bailleurs de fonds (notamment AFD).

Compétences :

Gestion opérationnelle et administrative d'un projet

Gestion budgétaire et contrôle financier

Aisance rédactionnelle en français et en anglais

Management en fonctionnement transversal dans un contexte multiculturel : accompagner, former et animer des équipes locales

Capacité à se mettre dans une logique de transfert de compétences et à faire évoluer durablement la structure locale

Capacité d'adaptation auprès d'interlocuteurs externes variés

Qualités attendues :

Adaptation et compréhension du contexte local (politique, culturel, sécuritaire, ...)

Excellent relationnel, sens de l'écoute et de la diplomatie, humilité

Leadership et sens de la négociation

Autonomie, proactivité et flexibilité

Organisation, rigueur, pragmatisme,

polyvalence

Valeurs morales : intégrité, confiance, respect, exemplarité

Adhésion aux valeurs de l'IECD : un regard sur la personne, l'esprit de service, un engagement professionnel

CONDITIONS DU POSTE

Statut : contrat de droit français

Sous la responsabilité :

du Responsable du pôle Entrepreneuriat et de la Direction Générale, basés à Paris

collaboration étroite avec l'équipe du programme TPE/PME basée à Paris interactions fréquentes avec les autres pays d'implantation du programme TPE

Date de prise du poste : Mars 2017, pour 2 ans minimum

Localisation : Kinshasa (Siège de RDCED)

Déplacements ponctuels dans les pays de la sous-région

Package global :

Rémunération selon profil

Participation au logement

Véhicule de service

1 billet d'avion aller/retour par an

Pack médical et social complet (maladie, rapatriement, mutuelle complémentaire) et cotisation retraite régime général

CONTACT

Envoyez votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation)

avec la référence « RDC – Chef de projet/ DE TPE »

au service recrutement, recrutement@iecd.org

Ville Kinshasa

Fonctions Animation, Formation, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités Animation, Formation, Education, Autre, Economie, Finance, Administration, Ressources Humaines, Social

Pays Afrique, RD Congo

Contrat CDD

Date de fin de validité 28/02/2017



Avis de recrutement

POSTE : Chef de projet Santé / Inclusion - Nord-Est - mission en Syrie

Description

Révoltée par l'injustice subie par les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde de solidarité et de l'inclusion, enrichi par nos différences, où tout le monde peut vivre dans la dignité.

Handicap International est une

organisation d'aide et de développement indépendant et impartial travaillant dans des situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Nous travaillons aux côtés des personnes handicapées et vulnérables pour les aider à répondre à leurs besoins essentiels, améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et les droits fondamentaux.

Présent dans plus de 55 pays, Handicap International est composé de 2 directions

opérationnelles :

- La Direction de l'action humanitaire

- La Direction de l'action de développement

MISSION CONTEXTE

La crise syrienne est la plus grande crise humanitaire de ces 20 dernières années. Selon les derniers chiffres de l'ONU, environ 13,5 millions de personnes sont actuellement touchées par la crise en

La suite à la page 14.



La suite de la page 13.

Syrie, y compris environ 6,5 millions de personnes déplacées, tandis que plus de 4 millions de Syriens ont cherché refuge dans les pays voisins ou en Europe. La réponse humanitaire actuelle ne fournit qu'une couverture inégale et partielle des besoins humanitaires croissants.

Cinq ans après le début de la crise, le nombre de personnes blessées en Syrie ne cesse d'augmenter, avec un grave manque de soins de réadaptation et de soutien psychosocial. Dans les zones et / ou des zones de nouveaux déplacements difficiles à atteindre, les populations locales et les personnes déplacées ont besoin d'une aide d'urgence en termes de nourriture, des articles ménagers essentiels, et d'autres besoins fondamentaux. L'inclusion des personnes les plus vulnérables, y compris les personnes handicapées, dans la réponse humanitaire reste une préoccupation majeure.

Réponse à la crise HI Syrie est mis en œuvre à partir de 3 centres opérationnels et articulé autour de quatre piliers principaux :

1. Prestation de services complets de réadaptation accessibles
2. d'intervention d'urgence pour répondre aux besoins immédiats par le renforcement de l'accès aux éléments de base
3. L'éducation aux risques et aux effets causés par armes classiques (y compris les mines, restes explosifs de guerre et les armes légères) Petits

Composants 4. Inclusion visant à l'inclusion des groupes vulnérables par d'autres acteurs.

Les activités sont mises en œuvre grâce à des partenariats à distance et grâce à une gestion à distance des équipes HI sur le terrain. HI est actuellement à la recherche pour créer un quatrième pôle et de lancer un programme humanitaire dans le Nord-Est avec la mise en œuvre directe et / ou modalités de partenariat.

RESPONSABILITÉS PRINCIPALES DU EXPATRIÉ

Sous la responsabilité du coordonnateur

régional, vous serez en charge de :

-contribuer aux évaluations des besoins et l'élaboration de la stratégie d'intervention

-Recruiting, la formation et la gestion des équipes de programme dans le secteur de la santé et le secteur de l'inclusion

-Gérer la mise en œuvre des programmes relevant de votre responsabilité et de veiller à la réalisation de leurs objectifs et les résultats

-Assurer collecte régulière de données, l'analyse des données et de l'indicateur de suivi pour les programmes relevant de votre responsabilité

-Gestion du budget d'activité pour les programmes relevant de votre responsabilité

-Assurer le respect des ressources financières, les procédures logistiques et des ressources humaines par les équipes de programme

-représentant HI avec les autorités locales, les partenaires locaux et d'autres acteurs humanitaires dans les zones d'intervention, en coordination avec le coordonnateur de secteur.

MISSIONS PRINCIPALES DE L'EXPATRIÉ

1 / Projet de développement, la mise en œuvre et le suivi

2 / Gestion de l'équipe

3 / Représentation (en coordination avec le coordonnateur régional)

4 / Services de soutien (logistique, administration, RH)

5 / Gestion des données

6 / Reporting

Les conditions de sécurité: moyen à haut niveau d'insécurité dans les zones d'intervention. Bas au niveau moyen de l'insécurité en Irak.

Ville Arbil

Expériences / Formation du candidat

PROFIL REQUIS

- Au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans des contextes humanitaires / urgence

- Au moins 2 ans d'expérience en gestion de projets humanitaires

- solide expérience de travail dans au moins un secteur de base : secteur santé / réadaptation (réadaptation physique, P & O, et / ou psychosociale soutien) et / ou d'inclusion et d'invalidité / questions (moyens de subsistance inclusives et la santé inclusive , en particulier). Expérience dans les deux secteurs est un atout important.

- Expérience de travail en Irak, la Syrie et / ou dans d'autres pays du Moyen-Orient est un atout

- Solides compétences en gestion d'équipe

- haut degré d'autonomie et d'initiative

- coordination et de représentation des compétences internes et externes forts

- Solides compétences organisationnelles

- aptitudes interpersonnelles et interculturelles solides

- Capacité à travailler sous haute pression

- Niveau élevé de motivation et proactivité

- Solides compétences en informatique. L'expérience avec les bases de données est un atout

Langues parlées

- Maîtrise de l'anglais oral et écrit est obligatoire

- arabe et / ou des compétences kurdes sont un atout

Fonctions Autre, Coordination, Gestion de projet

Activités Autre

Pays Moyen Orient, Syrie

Contrat CDD

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 14.

Durée du contrat

- Début : Janvier 2017

- Durée : 6 mois (renouvelable)

Salaire / Indemnité

CONDITIONS

- Statut : contrat salarié en fonction de l'expérience (à partir de 2200

euros bruts + perdiem + indemnité de difficulté)

- Conditions de vie : guesthouse partagé avec d'autres expatriés (pas de frais).

- Voyage : ceci est une position mobile. Vous devez vous attendre à dépenser environ 90% de votre temps de travail dans les domaines d'intervention et 10% de votre temps de travail dans

le Kurdistan irakien. En outre, vous pouvez faire des visites ponctuelles à Amman et d'autres capitales de la région.

Postuler en ligne To apply, please follow this link: https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.php?id=1767&idpartenaire=130

Date de fin de validité 23/12/2016



Avis de recrutement

POSTE : Un-e expatrié-e spécialiste en développement rural, chef du projet « Gouvernance des chaînes de valeur et Inclusion des filières niébé, lait, et produits forestiers non ligneux, au Burkina

Description

Fondé en 1976, le Gret est une ONG internationale de développement qui agit du terrain au politique pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. Dans plus de 30 pays, ses professionnels interviennent sur une palette de thématiques afin d'apporter des réponses durables et innovantes pour le développement solidaire. Il combine actions de terrain avec des activités d'expertise, de contribution aux politiques publiques et de capitalisation/diffusion de références.

Contexte

Le Gret intervient au Burkina depuis les années 1990. Les premières actions portaient sur le développement social urbain et la gestion de services d'eau potable. Depuis les années 2000, il diversifie ses interventions par l'appui des filières agroalimentaires (céréales, lait et produits forestiers non ligneux), ainsi que par des actions de sécurité alimentaire et de lutte contre la malnutrition, les questions foncières, la gestion de l'eau sur les périmètres irrigués, les ressources naturelles, l'appui aux organisations paysannes et organisations d'éleveurs et l'accès aux services publics.

L'équipe du Gret au Burkina est

composée de 42 personnes, dont une représentante expatriée salariée, une volontaire de solidarité internationale et 40 salariés nationaux. Six personnes sont affectées à la représentation, et 36 travaillent sur six projets. Une partie de l'équipe est basée à Ouagadougou et une autre dans les provinces de la Gnagna et du Gourma.

Un consortium d'organisations (internationales et nationales) dont le Gret est chef de file, met en œuvre le projet Go-In Burkina, avec comme objectifs :

Objectif général : Renforcer l'inclusion des petites exploitations agricoles familiales et des PME agroalimentaires dans des chaînes de valeur durables au Burkina Faso.

OS1 : Renforcer la structuration des chaînes de valeur (niébé, lait et produits forestiers non ligneux) et leur gouvernance.

OS2 : Accroître durablement les capacités de production, de transformation, l'accès au marché et la qualité du niébé, du lait, des PFNL et de leurs dérivés.

Les extraits sont les suivants :

Extrait 1.1 : Les liens commerciaux entre les opérateurs sont formalisés et renforcés avec des contrats signés, des cahiers des charges élaborés, des bourses régionales organisées

Extrait 1.2 : Les espaces de concertation interprofessionnelle sont renforcés au sein de chaque filière au niveau territorial

et/ou national

Extrait 1.3 : les acteurs et consommateurs ont accès à des informations actualisées, des études et capitalisations sur les filières

Extrait 1.4 : Les producteurs sont appuyés pour une bonne gestion des ressources naturelles

Extrait 2.1 : Des services d'appui à la production sont disponibles pour les producteurs

Extrait 2.2 : les producteurs et fabricants d'intrants sont renforcés

Extrait 2.3 : Les producteurs, leurs représentants et les comités de gestion des infrastructures sont accompagnés dans leur stratégie de commercialisation

Extrait 2.4 : les infrastructures commerciales sont réhabilitées

Extrait 2.5 : Les appareils productifs sont modernisés

Extrait 2.6 : les MPME sont accompagnées afin d'améliorer la qualité de leurs produits et leurs stratégies commerciales

Extrait 2.7 : Des études de marchés et campagnes de promotion sont réalisées

L'action est mise en œuvre autour d'axes par filières :

Les actions sur la filière Niébé sont coordonnées par FERT avec l'appui d'APME2A

La suite à la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

Les actions sur la filière Lait sont coordonnées par le Gret en appui à l'APSS et la Table Filière Lait

Les actions sur la filière Niébé sont coordonnées par le Gret en appui à la Table Filière Karité.

Les actions transversales et la coordination sont coordonnées par le Gret avec le ROPPA en appui sur les aspects de capitalisation et la FIAB sur les aspects de formations transversales.

L'équipe de coordination est constituée d'un chef de projet, d'un adjoint au chef de projet, responsable des partenariats et est appuyée par une équipe administrative et financière (comptable, logisticien, RAF...). Des coordinateurs thématiques sont également prévus pour piloter les interventions par filière.

Missions / Activités

Le chef de projet travaillera sous la responsabilité et l'encadrement d'un responsable du projet basé au siège du Gret à Nogent sur Marne et de la représentante du Gret au Burkina Faso

Il (elle) aura pour mission principale de coordonner la mise en œuvre du projet, le reporting et le suivi budgétaire, aussi bien pour les activités du Gret et que celles des partenaires.

Pour cela, il (elle) sera spécifiquement en charge de :

Planifier les activités et coordonner leur mise en œuvre ;

Mettre à jour la stratégie générale des actions avec l'ensemble de l'équipe et des partenaires ;

Accompagner les coordinateurs filières dans la définition, la planification et la mise en œuvre de leurs activités respectives ;

Assurer le suivi budgétaire ainsi que la bonne imputation des dépenses conformément aux procédures du bailleur et du Gret ;

Rédiger les différents rapports d'activités en respectant les formats et calendriers définis par le bailleur et à partir des rapports d'activités des partenaires ;

Assurer la mise en œuvre efficace du

dispositif de suivi évaluation et des évaluations ;

Assurer une communication régulière entre les différents partenaires et collaborateurs (communication interne) ;

Coordonner la communication et la visibilité du projet en lien avec la chargée de communication du Gret siège et des règles de l'union européenne (communication externe).

Recruter et encadrer les salariés Gret du projet.

Le Gret étant chef de file du projet dans son intégralité, il (elle) travaillera en collaboration avec les partenaires pour :

Piloter l'appui technique et méthodologique aux différentes partenaires en fonction de leurs capacités ;

Garantir les engagements contractuels et les aspects techniques et financiers globaux du projet pour le Gret, chef de file et les liens avec la Délégation de l'UE ;

Rechercher les cofinancements du projet en collaboration avec le siège du Gret (l'action n'étant financée par la DUE que pour 70% du budget).

Ville Ouagadougou, Burkina Faso

Expériences / Formation du candidat

Profil recherché

De formation supérieure dans le domaine de l'agriculture/agroalimentaire/agroéconomie. Des connaissances et/ou une expérience avérée dans l'appui aux filières sont souhaitées. Des références en en agroécologie sont un plus

Expérience d'au moins 5 ans en tant que chef de projet en Afrique. La connaissance du Burkina Faso est souhaitable

Expérience de gestion de projets UE fortement recommandée

Expérience de gestion de projets multi-acteurs (coordination, médiation, ...)

Qualité du candidat

Capacité de management d'équipe et de gestion financière

Excellentes capacités relationnelles, négociation, diplomatie et animation

Fortes capacités d'analyse, de synthèse et de rédaction

Autonomie dans le travail

Rigueur et sens de l'organisation

Souplesse et adaptation, ouverture d'esprit à d'autres cultures

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Agriculture, Environnement, Economie, Finance, Administration

Pays Afrique, Burkina Faso

Contrat CDD

Durée du contrat

Conditions, durée

Poste d'expatrié en CDD, basé à Ouagadougou avec des missions fréquentes en région.

La durée de la mission est prévue pour une durée de 48 mois.

Démarrage : 1er Mars 2017, avec une semaine de formation au siège du Gret à Nogent-sur-Marne avant le départ.

Salaire / Indemnité

Salaire à partir de 32 K€ brut annuel sur 13 mois selon la grille salariale du Gret et expérience + prime d'expatriation à partir de 1158 euros mensuels, en fonction de la situation familiale. Un billet d'avion par an est pris en charge par le Gret pour le salarié et sa famille.

Documents à envoyer

Les candidatures, CV et lettre de motivation, sont à envoyer par e-mail d'ici le 05 janvier 2016 à l'adresse suivante accueil@gret.org en indiquant « CdP GO-IN » dans le titre du mail.

Pour en savoir plus sur le Gret : www.gret.org.

Date de fin de validité 05/01/2017



Musée de la Musique Georges OUEDRAOGO



Situation géographique :

Avenue Capitaine Thomas SANKARA, face à l'entrée principale du Lycée Philippe Zinda KABORE

Heure d'ouverture :

Le Musée de la Musique est ouvert aux visiteurs du **Mardi** au **Samedi** de **09h à 15h30mn.**

Elèves : 100 FCFA

Nationaux Etudiants : 250 FCFA

Adultes : 500 FCFA

Autres nationalités : 1 000 FCFA

La vitrine de la Musique traditionnelle !

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES ARTS
ET DU TOURISME
OUAGADOUGOU
BURKINA FASO

muse.musique@yahoo.fr

La Régie : (+226)76859213

Le Conservateur : (+226)78096899



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien

en version numérique à télécharger.

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

17 12 2016 AU 24 12 2016 Groupe 1

| | | | |
|------------------|-------------|----------------------|-------------|
| AVENIR | 22625361338 | MONDEROU | 22625340528 |
| BAOWENDSOM | 22625414499 | NOUVELLE | 22625306133 |
| BEATITUDES | 22625374711 | PANACEA | 22625366688 |
| BENAIA | 22625372830 | PELEGA | 22625350501 |
| CAMILLE | 22625366127 | RAJIB TIGA | 22625407588 |
| CARREFOUR | 22625332310 | RIVAGE | 22625341939 |
| CENTRE | 22625311660 | SAINT BERNARD | 22625451482 |
| DESA | 22625475050 | SAINT JEAN | 22625370033 |
| ELITE | 22625419177 | SILMISSIN | 22625372013 |
| GOULMOU | 22625436305 | SILOE | 22625315068 |
| INDEPENDANCE | 22625312717 | SONG TAABA | 22625366462 |
| JOBBER | 22625455175 | ST FRANCOIS D'ASSIZE | 22625368585 |
| KABORE DOMINIQUE | 22625384884 | TRYPANO | 22625332941 |
| KENEYA | 22625307138 | WEND LA LAAFI | 22625431213 |
| KOSSODO | 22625356304 | WEND LAMITA | 22625341587 |
| LIBERTE | 22625307452 | YATHRIB | 22625402388 |
| MAGNIFICAT | 22625412990 | LE ROCHER | |
| MARE | 22625341128 | | |

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info
Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02

Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGI.O/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda

- Bernadette Dembéle

- Valentin Mano

- Rélwendé Hervé Roamba

- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Grégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Yves Sanou

- Frédéric Poôda

- Valentin Ouedraogo

- Blaise Sama

- Diloma Jacques

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

- Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

- Paul Soma

-Arjouman Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



Universités & Ecoles



L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

Facile - Rapide - Moins cher

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3^{ème} année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes :

- Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprises, Management des Projets et Programmes
- Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- Gestion Administrative Comptable et Financière

**NB : Cours du jour et cours à distance,
Début des cours le 15 Février 2017**

Inscription : A Bobo Dioulasso, à l'Immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo, A Ouagadougou rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

www.sciences-campus.org

**Téléphone : +226 64 20 00 26, +226 72080303,
+226 61080303, +226 72 07 09 09**

Email : isc@iscmail.org

**Institut Sciences-Campus, une école supérieure de pointe,
entièrement à votre portée!!**

25 FEVRIER
04 MARS



25 FEBRUARY
04 MARCH

FESPACO 2017

25^e



Formation et métiers du cinéma et de l'audiovisuel
Training, Cinema and Audiovisual Trades

Ouagadougou / Burkina Faso / www.fespaco.bf

Graphic: Combing / P.201 / 01/12/2017